

## Consultation publique relative à la commercialisation des capacités de transport à la liaison entre les zones Nord et Sud de GRTgaz, TIGF et Espagne à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014

### Contribution ANTARGAZ

26 juin 2013

Antargaz aimerait au préalable préciser sa position de principe sur différents aspects liés à la commercialisation de cette capacité Nord-Sud :

- Nous comprenons le besoin de stabilité des règles de commercialisation et de visibilité nécessaires aux opérateurs de la zone Sud pour s'organiser et participer au développement de la concurrence commerciale sur cette région
- Antargaz reste favorable à l'application du code CAM au plus tard le 1<sup>er</sup> novembre 2015, prévoyant la commercialisation des capacités de transport aux enchères ; tout en reconnaissant la particularité de la liaison Nord/Sud, méritant, une implémentation adéquate
- Nous ne comprendrions pas qu'une quelconque discrimination de traitement persiste entre les différents types d'expéditeurs, nous sommes donc favorables à ce qu'une seule règle d'allocation s'applique à tout le monde. In fine, c'est toujours l'utilisateur final qui supportera les coûts, il est donc primordial d'éviter toute inflation excessive des coûts de transport

**Question 1 :** Partagez-vous le besoin de visibilité exprimé en Concertation Gaz ? Considérez-vous que la durée de quatre ans envisagée par la CRE pour les capacités Nord-Sud soit adéquate ?

Le besoin de visibilité intéresse l'ensemble des acteurs du marché et la durée de 4 ans envisagée semble pertinente par rapport à l'objectif d'un PEG unique et les investissements liés. Attention toutefois à tenir compte de la diversité des acteurs du marché, notamment les nouveaux entrants dont les faibles portefeuilles en forte croissance ne permettent que très difficilement de se projeter vers des horizons lointains. Il nous semblerait donc souhaitable de limiter l'horizon de commercialisation à 3 ans (100% / 50% / 25%).

**Question 2 :** Etes-vous en faveur d'une allocation au prorata des engagements de livraison physique pour le produit semestriel de recalage à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 à la liaison Nord-Sud ?

Ainsi que nous avons pu l'exprimer en concertation, Antargaz est favorable à ce mode d'allocation de capacité pour le produit semestriel de recalage au 1<sup>er</sup> avril mais souhaite que les modalités de commercialisation soient plus équitables (cf. question 3).

<b>Question 3</b> : Etes-vous favorable aux modalités de commercialisation envisagées ?
---

Pour mémoire, nous avons lors de la consultation du 6 novembre 2012 conclu notre contribution comme suit :

**« Il nous semble donc nécessaire de revoir la méthodologie de détermination de la limitation de la demande de chaque expéditeur :**

- 1. en déduisant - à minima - les capacités fermes et interruptibles déjà souscrites par chaque expéditeur**
- 2. en analysant les portefeuilles de chaque expéditeur au 1<sup>er</sup> novembre au lieu du 1<sup>er</sup> octobre 2012**
- 3. de déterminer un facteur multiplicatif pour chaque expéditeur, sur la base de critères objectifs tels que l'évolution observée sur les 12 derniers mois »**

Notre point de vue n'a pas évolué depuis cette dernière consultation et plus particulièrement, nous ne comprenons pas que le potentiel de développement du produit semestriel de calage soit uniformément fixé à 1,3 quels que soient les expéditeurs, y compris ceux raccordés directement au réseau de transport :

1°) le besoin de livraison de ces derniers est plutôt stable à moyen terme comme la CRE l'indique en §2.4.1 pour justifier la méthode d'allocation pluriannuelle applicable à ceux-ci ; on ne voit donc pas très bien au nom de quoi les capacités de livraison des sites concernés seraient majorés de 30%

2°) ce facteur uniforme ne prend pas en compte les parts de marchés des différents acteurs, il devrait selon nous être proportionnel et progressif ce qui reflèterait davantage la réalité des besoins.

Par ailleurs, dans le cas particulier d'Antargaz dont le portefeuille est en forte croissance, le fait d'avancer le calendrier de commercialisation de cette capacité en octobre 2013 est désavantageux car ne reflétant absolument pas les besoins de notre portefeuille au 1<sup>er</sup> avril 2014. Nous souhaitons donc que soit pris en compte, pour la détermination des engagements de livraison physique de chaque expéditeur, le portefeuille de novembre 2013, pour une commercialisation en décembre.

Enfin, la limitation de la demande par expéditeur à 2.5GWh/j pour la phase 1 nous semble trop élevée en regard du traitement de faveur réservé lors de cette phase. Nous suggérons de le réduire à 1.5GWh/j.

<b>Question 4</b> : Etes-vous favorable aux règles d'allocation proposées par la CRE pour la commercialisation des capacités disponibles à compter du 1er octobre 2014 ?
--

Non, il est contraire au code CAM de proposer 2 modes de commercialisation selon le type d'expéditeur. Ceux raccordés au réseau de transport seraient prioritaires pour la phase 1 et bénéficieraient du tarif régulé pendant 4 ans alors que les autres expéditeurs seraient contraints de recourir aux enchères.

Il semble que l'on ait tendance à « oublier » que de nombreuses industries et PMI/PME, considérées comme d'importants relais de croissance et de création d'emplois, sont raccordés au réseau de

distribution et devraient donc a minima bénéficier du même traitement que celui réservé aux expéditeurs raccordés au réseau de transport.

Pour toutes ces raisons, Antargaz est favorable à la commercialisation des capacités sous la seule forme des enchères – en conformité avec le code CAM – pour l'ensemble des acteurs du marché.

**Question 5 :** Etes-vous favorable à la règle de limitation des demandes individuelles au tiers de la capacité commercialisée ?

Dans le cadre de la liaison Nord-Sud, cela semble encore trop élevé pour permettre une fragmentation du marché dans lequel s'exercerait une libre concurrence. Si l'on considère que la couverture du marché devrait être assurée par un minimum de 5 acteurs, chaque expéditeur ne devrait de ce fait ne pas pouvoir détenir plus de 20% de la capacité.

**Question 6 :** Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de commercialiser en mars 2014, les capacités disponibles à compter du 1er octobre 2014 ?

Nous n'y sommes pas opposés car ceci est en phase avec les CAM, mais pour Antargaz le plus tard sera le mieux.

**Question 7 :** Que pensez-vous de la proposition d'Elengy ? Que pensez-vous de la proposition de GRTgaz ? Etes-vous favorable à la proposition de réserver 50 GWh/j de capacités interruptibles sous forme de produits mensuels ?

Nous partageons le point de vue de la CRE tant sur la proposition d'Elengy que celle de GRTgaz, et sommes donc opposés à ces deux propositions, et donc de fait à la réservation de 50 GWh/j de capacité interruptible destinés à des ventes mensuelles.

**Question 8 :** Etes-vous favorable aux règles d'allocation envisagées par la CRE pour l'allocation des capacités Sud vers Nord ?

Oui.

**Question 9 :** Pensez-vous que les capacités interruptibles consacrées au couplage doivent être maintenues à compter du 1er avril 2014 ?

Oui, cet outil permet d'animer le marché spot dans le Sud de la France, et offre également davantage de visibilité les WE et jours fériés (contrairement à des enchères quotidiennes).

**Question 10 :** Etes-vous favorable aux règles d'allocation proposées par la CRE pour les capacités au PIR Midi à compter du 1er avril 2014 ?

Nous n'avons pas d'objection mais n'en voyons pas l'intérêt dans la mesure où cette liaison est supposée disparaître en 2015 (PEG Sud unique).

**Question 11** : Etes-vous favorable aux règles d'allocation envisagées par la CRE pour les capacités à compter du 1er avril 2014 à Larrau et à Biriadou ?

Oui.

**Question 12** : Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents de recettes d'enchères au CRCP ?

Nous partageons le point de vue de la CRE et ne souhaitons pas le reversement des revenus des enchères au CRCP.

**Question 13** : Partagez-vous l'analyse défavorable de la CRE sur le reversement des excédents dans un compte régulé de financement des investissements ?

Oui car il est en effet dommageable de perdre une partie des revenus.

**Question 14** : Etes-vous favorable à ce que les excédents de recettes à la liaison Nord-Sud soient intégralement redistribués, sur une base annuelle, aux expéditeurs livrant les consommateurs du sud de la France ?

Nous sommes favorables à cette option mais dans la mesure où la CRE maintient sa proposition d'allocation en 2 phases selon le type d'expéditeurs, cette redistribution ne devra s'appliquer que pour les expéditeurs n'ayant pas bénéficié de capacité au titre de la phase 1, c'est-à-dire ayant bénéficié du tarif régulé.

**Question 15** : Préférez-vous une redistribution proportionnelle aux capacités aval souscrites ou aux volumes livrés ?

Puisqu'il s'agit d'allocation de capacité, nous considérons que la redistribution doit nécessairement se faire sur la base du seul critère des capacités avals souscrites.

**Question 16** : Etes-vous favorables à ce que les excédents de recettes de TIGF et de GRTgaz soient mis en commun à compter du 1er avril 2015 ?

Dans le cadre de la fusion des zones Sud et TIGF, il paraît logique de mutualiser les excédents de recettes des 2 opérateurs de transport.